



المركز السينمائي المغربي
Centre Cinématographique Marocain

Accord sur les relations cinématographiques et audiovisuelles entre Le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Canada

Le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Canada, considérant comme souhaitable d'établir un cadre pour leurs relations audiovisuelles et notamment en ce qui concerne les coproductions cinématographiques et audiovisuelles ; conscients de la contribution que les coproductions de qualité peuvent apporter au développement des industries du film et de l'audiovisuel des deux pays comme à l'accroissement de leurs échanges culturels et économiques ; convaincus que cette coopération culturelle et économique ne peut que contribuer au resserrement des relations entre les deux pays ; sont convenus de ce qui suit.

ARTICLE 1

Aux fins du présent accord, le mot « coproduction » désigne des projets de toutes longueurs et de tous formats incluant l'animation et les documentaires, produits sur pellicule, bande magnétoscopique ou vidéodisque, pour distribution en salle, à la télévision, par vidéocassettes, vidéodisques ou tout autre moyen de distribution.

Les coproductions réalisées en vertu du présent accord doivent recevoir l'approbation des autorités compétentes suivantes.

Au Maroc : le Centre Cinématographique marocain (CCM)

Au Canada : le ministre de La Communication.

Ces coproductions sont considérées comme des productions nationales par et en chacun des deux pays. Elles jouissent de plein droit des avantages qui résultent des dispositions législatives et réglementaires relatives aux industries du film et de l'audiovisuel qui sont en vigueur ou qui pourraient être édictées dans chaque pays. Ces avantages sont acquis seulement au producteur ressortissant du pays qui les accorde.

ARTICLE 2

Pour être admises au bénéfice du présent accord, les coproductions doivent être entreprises par des producteurs ayant une bonne organisation technique et financière et une expérience professionnelle reconnue.

ARTICLE 3

Les producteurs, scénaristes et réalisateurs des coproductions, ainsi que les techniciens, interprètes et autres personnels de production participant à leur réalisation, doivent être de nationalité marocaine ou canadienne, ou résidents permanents au Canada ou résidents au Maroc.

L'expression « résidents permanents au Canada », mentionnée au paragraphe précédent, a le sens que lui donnent les dispositions du règlement de l'impôt sur le revenu du Canada relatives aux productions portant visa telles qu'amendées de temps en temps.

La participation d'un (1) interprète autre que ceux visés au premier paragraphe peut être admise compte tenu des exigences de la coproduction et après entente entre les autorités compétentes des deux pays.

ARTICLE 4

La proportion des apports respectifs des coproducteurs des deux pays peut varier de vingt (20) à quatre-vingts (80) pour cent par coproduction.

Les prises de vues réelles ainsi que les travaux d'animation tels que le scénario-maquette, la maquette définitive préparatoire à l'animation, l'animation-clé, les intervalles et l'enregistrement des voix, doivent s'effectuer tour à tour au Maroc et au Canada. Le tournage en décors naturels, extérieurs ou intérieurs, dans un pays qui ne participe pas à la coproduction, peut être autorisé si le scénario ou l'action l'exige et si des techniciens du Maroc et du Canada participent au tournage.

L'apport du coproducteur minoritaire doit comporter une participation technique et artistique tangible. En principe, l'apport du coproducteur minoritaire en techniciens et en interprètes doit être proportionnel à son investissement. Dans tous les cas, cet apport doit comporter la participation d'au moins trois techniciens. Un interprète dans un rôle principal et deux interprètes dans un rôle secondaire.

Exceptionnellement, des dérogations peuvent être admises par les autorités compétentes des deux pays.

ARTICLE 5

Les autorités compétentes des deux pays considèrent favorablement la réalisation de coproductions par des producteurs du Maroc, du Canada et par ceux de pays avec lesquels le Maroc ou le Canada sont liés par des accords de coproductions.

La proportion des apports minoritaires dans ces coproductions ne peut être inférieure à vingt (20) pour cent par coproduction.

Les apports des coproducteurs minoritaires doivent comporter obligatoirement une participation technique et artistique tangible.

ARTICLE 6

Pendant la durée du présent accord, un équilibre général doit être réalisé en ce qui concerne la participation financière, de même qu'en ce qui concerne le personnel créateur, les techniciens, les interprètes et les ressources techniques (studios et laboratoires).

La commission mixte prévue à l'article XVII du présent accord examine si cet équilibre a été respecté et, dans le cas contraire, arrête les mesures jugées nécessaires pour établir cet équilibre.

ARTICLE 7

Toute coproduction doit comporter, en deux exemplaires, le matériel de protection et de reproduction. Chaque coproducteur est propriétaire d'un exemplaire du matériel de production et de reproduction et a le droit de l'utiliser pour tirer d'autres copies. De plus, chaque coproducteur a le droit d'accès au matériel original conformément aux conditions convenues entre les coproducteurs.

ARTICLE 8

La bande sonore originale de chaque coproduction est en français ou en anglais ou en arabe. Le tournage concomitant dans deux de ces langues peut être fait. Des dialogues en d'autres langues peuvent être inclus dans la coproduction lorsque le scénario l'exige.

Le doublage ou le sous-titrage en français de chaque coproduction est fait au Maroc ou au Canada. Le doublage ou le sous-titrage en anglais est fait au Canada. Le doublage et le sous-titrage en arabe sont fait au Maroc.

En outre, les autorités compétentes des deux pays souhaitent que le doublage ou le sous-titrage en français et en anglais de chaque production marocaine distribuée et exploitée au Canada soit fait dans ce pays et que le doublage ou le sous-titrage en arabe de chaque production canadienne distribuée et exploitée au Maroc soit fait dans ce pays.

ARTICLE 9

Dans le cadre de leurs législations et de leurs réglementations, le Maroc et le Canada facilitent l'entrée et le séjour sur leurs territoires respectifs du personnel technique et artistique relevant des producteurs de l'autres pays. De même, ils permettent l'admission temporaire et la réexportation du matériel nécessaire aux coproductions réalisées dans le cadre de l'accord.

ARTICLE 10

Les clauses contractuelles prévoyant la répartition entre coproducteurs des recettes et des marchés sont soumises à l'approbation des autorités compétentes des deux pays. Cette répartition doit en principe correspondre au pourcentage des apports respectifs des coproducteurs.

ARTICLE 11

L'approbation d'un projet de coproduction par les autorités compétentes des deux pays ne lie aucune d'entre elle quant à l'octroi du visa d'exploitation de la coproduction ainsi réalisée.

ARTICLE 12

Dans le cas où, une coproduction est exportée vers un pays où les importations de productions cinématographiques et audiovisuelles sont contingentées,

- a) cette coproduction est imputée en principe au contingent du pays producteur dont la participation est majoritaire ;
- b) cette coproduction est imputée au contingent du pays ayant les meilleures possibilités d'exportation, au cas où, elle comporte une participation égale des deux coproducteurs ;
- c) cette coproduction est imputée au contingent du pays dont le réalisateur est ressortissant, en cas de difficulté.

ARTICLE 13

Une coproduction doit être présentée avec la mention « coproduction Canada – Maroc » ou « coproduction Maroc – Canada ». Cette mention doit figurer sur un carton séparé au générique, dans la publicité commerciale et le matériel de promotion de la coproduction et lors de sa présentation.

ARTICLE 14

A moins que les coproducteurs n'en décident autrement, une coproduction est présentée aux festivals internationaux par le pays des coproducteurs majoritaires ou, dans le cas de participations financières égales des coproducteurs, par le pays dont le réalisateur est ressortissant.

ARTICLE 15

Les autorités compétentes des deux pays fixent conjointement les règles de procédure de la coproduction en tenant compte de la législation et de la réglementation en vigueur au Maroc et au Canada. Ces règles de procédures sont jointes au présent accord.

ARTICLE 16

L'importation, la distribution et l'exploitation des productions cinématographiques et audiovisuelles marocaines au Canada et des productions cinématographiques et audiovisuelles canadiennes au Maroc ne sont soumises à aucune restriction, sous réserve de la législation et de la réglementation en vigueur dans chacun de ces pays.

ARTICLE 17

Les autorités compétentes des deux pays examinent les conditions d'application du présent accord afin de résoudre les difficultés soulevées par sa mise en œuvre. Elles recommandent, au besoin, les modifications souhaitables en vue de développer la coopération cinématographique et audiovisuelle dans l'intérêt commun des deux pays, il est institué une commission mixte chargée de veiller à l'application du présent accord. Elle se réunit en principe une fois tous les deux ans, alternativement dans chaque pays. Toutefois, elle pourra être convoquée à la demande de l'une des deux autorités compétentes notamment dans le cas de modifications importantes à la législation ou à la réglementation applicables à la production cinématographique et audiovisuelle dans l'un ou l'autre pays ou dans le cas où l'accord rencontrerait dans son application des difficultés d'une particulière gravité.

ARTICLE 18

Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature. Il est conclu pour une durée de trois ans à compter de son entrée en vigueur ; il est renouvelable pour des périodes identiques par tacite reconduction, sauf dénonciation écrite par l'un ou l'autre pays six (6) mois avant son échéance. Les coproductions en cours au moment de la dénonciation de l'accord continueront jusqu'à réalisation complète à bénéficier pleinement de ses avantages. Après la date prévue pour l'expiration du présent accord, celui-ci continuera à régir la liquidation des recettes des coproductions réalisées.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernement respectifs, ont signé le présent accord.

Fait en double exemplaire à Rabat, ce 4 mai de 1981 dans les langues française, anglaise et arabe, chaque version faisant également foi.

Pour le gouvernement de Royaume du Maroc Hajjaj
Le secrétaire général du ministre de l'Intérieur et de l'information
Pour le gouvernement du Canada, l'ambassadeur.

ANNEXE RÈGLES DE PROCÉDURE

Les demandes d'admission au bénéfice du présent accord doivent être déposées simultanément auprès des deux administrations, au moins trente (30) jours avant le début des prises de vues de la coproduction.

L'administration du pays du coproducteur majoritaire doit communiquer sa proposition à celle du pays du coproducteur minoritaire dans un délai de vingt (20) jours à compter du dépôt du dossier complet, tel qu'il est décrit ci-dessous.

L'administration du pays du coproducteur minoritaire doit à son tour faire connaître sa décision dans les vingt (20) jours qui suivent.

La documentation pour l'admission doit comprendre les éléments suivants, rédigés en langue française ou anglaise pour le Canada et en langue française ou arabe pour le Maroc.

I – Le scénario final

II - Un document prouvant que les droits d’auteur afférents à la coproduction ont été légalement acquis

III- Un exemplaire du contrat de coproduction signé par les coproducteurs.

Ce contrat doit comporter les pièces suivantes.

- 1- Le titre de la coproduction
- 2- Le nom de l’auteur du scénario ou de l’adaptateur s’il s’agit de l’adaptateur d’une œuvre littéraire
- 3- Le nom du réalisateur (une clause de sauvegarde étant admise pour son remplacement éventuel)
- 4- Le devis
- 5- Le plan de financement
- 6- La répartition des recettes ou des marchés
- 7- La participation de chaque coproducteur aux dépassements ou économies éventuels. Cette participation est en principe proportionnelle aux apports respectifs. Toutefois, la participation du coproducteur minoritaire aux dépassements peut être limitée à un pourcentage inférieur ou à un montant déterminé, en autant que la proportion minimum permise sous l’article IV de l’accord est respectée
- 8- Une clause reconnaissant que l’admission au bénéfice de l’accord n’engage par les autorités compétentes des deux pays à accorder le visa d’exploitation.
- 9- Une clause précisant les dispositions prévues.
 - a) Dans le cas où après examen du dossier complet, les autorités compétentes de l’un ou de l’autre pays n’accorderaient pas l’admission sollicitée.
 - b) Dans le cas où les autorités compétentes n’autoriseraient pas l’exploitation de la coproduction dans l’un ou l’autre des deux pays ou son exportation dans des tiers pays.
 - c) Dans le cas où l’une ou l’autre des parties n’exécutait pas ses engagements.
- 10- La période prévue pour le début du tournage de la coproduction.
- 11- Une clause précisant que le coproducteur majoritaire doit souscrire une assurance couvrant notamment « tous risques production » et « tous risques matériel original ».

IV – Le contrat de distribution lorsque celui-ci est déjà signé.

V – La liste du personnel artistique et technique avec l’indication de leur nationalité et des rôles attribués aux interprètes.

VI – Le plan de travail

VII- Le budget détaillé reflétant le partage des dépenses entre les deux pays.

VIII – Le synopsis.

Les deux administrations compétentes peuvent en outre demander tous les documents et toutes les précisions additionnelles jugés nécessaires.

Le découpage et les dialogues des coproductions doivent en principe parvenir aux administrations compétentes avant le début du tournage.

Des modifications contractuelles, y compris le changement de l’un des coproducteurs, peuvent être apportées au contrat original.

Elles doivent être soumises à l’approbation des autorités compétentes des deux pays avant l’achèvement de la coproduction. La substitution d’un coproducteur ne peut être admise que dans des cas exceptionnels, pour des motifs reconnus valables par les administrations compétentes.

Les administrations compétentes s’informent mutuellement de leurs décisions.